les rencontres citoyennes bassin garonne

notre meilleure source de réflexion c'est vous !

RÉSUMÉ

Ce témoignage sous forme de table ronde met l'accent sur la gouvernance locale. À Toulouse, une gestion démocratique et transparente de l'eau remplace les anciens modèles privatisés. Les citoyens sont formés, impliqués, et participent aux décisions stratégiques. Une ministre de l'eau garantit cette représentativité. Malgré la baisse de la ressource (-50%), la métropole parvient à répondre à tous les besoins essentiels.

ENJEU Gouvernance et connaissances

TOULOUSE RESILIENTE

Journaliste : Alors, comment avons-nous réussi, dans notre agglo toulousaine, à avoir suffisamment d'eau pour satisfaire tous les usages, malgré la raréfaction des ressources ?
Alors, François, est-ce que tu veux nous parler de l'aspect municipal ?

François : On est en 2050 et maintenant les citoyens se sont réapproprié la question de l'eau, elle coûte en fait moins chère. Pourquoi ? Parce que, par le passé, on avait une gestion privée qui faisait remonter des dividendes à Paris aux actionnaires, et donc, ça, on l'a plus. On a maintenant des amortissements sur le long terme pour diminuer les fuites qui peuvent s'amortir sur 60-80 ans. Et puis on a les questions des pollutions en amont et les citoyens sont très sensibles à ça. C'est-à-dire qu'une multinationale a intérêt à dépolluer et à avoir de grosses entreprises de dépollution en amont, c'est très bien. Alors que les citoyens disent : non, il faut commencer à moins polluer en amont, et là, c'est quand même une bien meilleure chose. Donc, globalement, on a une gestion qui est bien meilleure.

Journaliste : Alors Sylvain, est-ce que tu peux nous parler des instances qui nous ont permis d'atteindre cela et des différentes étapes ?

Sylvain : L'approche démocratique ne s'est pas faite sans méandre.



Dès 2035, des conseils citoyens ont été mis en place pour administrer la question de l'eau à l'échelle de Toulouse métropole et ils ont été associés à l'échelle métropolitaine aux enjeux de qualité de vie et aux politiques urbanistiques.
A partir de 2040, on a eu une ministre de l'eau qui a été nommée. Elle a ordonné par décret :
La présence, d'une part de citoyens et de citoyennes dans les conseils d'administration des agences de l'eau et de l'ensemble des assemblées en charge de l'eau. Et ils ont, à partir de cette date, pris part, une part non négligeable, au vote des budgets et dans les grandes orientations de politique de l'eau locale.

TOULOUSE RESILIENTE

Journaliste : Léa, est-ce que tu veux nous dire comment ces citoyens sont apparus, comment ça se fait, qu'ils ont maintenant cette compétence pour en arriver à ça ?

Léa : Alors, pour arriver à ça, en fait, on a mis en place différentes politiques de formation. On a décidé de former tous les citoyens dès le plus jeune âge et de rattraper le temps perdu pour ceux qui n'étaient pas formés, mais peut-être déjà en âge de voter, pour qu'ils soient opérationnels au moment où ces instances ont été créées.
Donc, en fait, former les citoyens, ça permet d'avoir des gens éclairés qui sont capables de prendre des décisions en toute intelligence. Et ça, c'était extrêmement important, parce que ce sont des sujets de vie qui sont essentiels.
Le fait de former les citoyens, ça rend les gens concernés et responsables. Ce sont des gens qui s'impliquent dans leur vie personnelle et dans leur vie professionnelle. On avait vraiment besoin que les gens se réapproprient ce sujet, soient peut-être même créatifs, tant sur la vie personnelle que dans leur ville et dans leurs entourages de vie et dans leur environnement professionnel, pour que ce soient des gens spécialistes capables de trouver des solutions s'il est question de l'eau à un moment donné dans leur domaine professionnel.

Journaliste : Merci à tous. Et du coup, je peux en conclure que tous ces changements permettent à notre agglomération toulousaine de rester attirante, vivable.
Les décisions des citoyens éclairés et arbitrés par les conseils des instances dans lesquelles ils sont impliqués, répondent aux différents usages des eaux.
Et ceci malgré la raréfaction de l'eau, puisqu'aujourd'hui, en 2050, on a 50% d'eau en moins et on répond quand même aux différents besoins que l'on a estimés prioritaires. Merci à tous.

